



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/L-OMC-les-Coreens-et-la-nourriture-radioactive>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **L'OMC, les Coréens et la nourriture radioactive**

25 février 2018

## L'OMC, les Coréens et la nourriture radioactive

- 25 févr. 2018
- Par [Yann Quero](#)

En février 2018, l'OMC a pris une décision qui risque de marquer l'histoire : contraindre les Sud-Coréens à importer des produits de la mer de la région de Fukushima potentiellement contaminés par des éléments radioactifs.

On savait déjà que l'ONU était biaisée par rapport au nucléaire. Ainsi un accord de mai 1959 entre l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique de l'ONU (AIEA), subordonne de facto la diffusion d'informations sur le nucléaire à l'AIEA, dont un des buts principaux est d'encourager l'utilisation dans le monde entier de l'énergie atomique (et donc implicitement d'éviter que sa dangerosité ne soit mise en avant). C'est de cette manière que le nombre de victimes induites par l'accident de Tchernobyl (cancers compris) oscille à quelques milliers selon les agences de l'ONU à plus de 900 000 selon des études indépendantes.

**De son côté, l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), qui n'est pas directement intégrée dans le système onusien, vient de donner un signe dans le même registre en condamnant la Corée du Sud qui refusait d'importer des produits de la mer en provenance de la région de Fukushima.**

L'argument de l'OMC pour condamner la Corée du Sud est que les mesures de restriction seraient « **plus restrictives que nécessaire** » et surtout qu'elles ne seraient « **pas compatibles** » avec les **règles du libre-échange**.

Pourtant, de nombreuses études indépendantes montrent que sept ans après la catastrophe de Fukushima, les problèmes n'ont pas été réglés. Les niveaux de contamination restent élevés et l'eau radioactive accumulée dans les sous-sols de la centrale continue de s'écouler vers l'océan, sans parler des lâchés « officiels » régulier d'eau (contenant notamment du tritium), auxquels procède la compagnie Tepco avec l'aval du gouvernement japonais et de son Autorité de régulation nucléaire.

Par-delà cette décision à propos du commerce entre le Japon et la Corée du Sud, ce jugement risque

de faire jurisprudence. En effet, en se basant sur cet arrêt qui lui donnerait le soutien de l'OMC, rien n'empêcherait désormais l'Ukraine, la Biélorussie ou la Russie d'obliger les pays d'Europe de l'ouest à accepter des légumes ou de la viande de la région de Tchernobyl sous prétexte que leur interdiction ne seraient « pas compatible » avec les principes du néolibéralisme.

Cela donne des raisons supplémentaires de s'inquiéter des conséquences des accords en préparation comme le CETA (Europe-Canada) ou le TAFTA (Europe-USA) qui risquent d'amener dans les assiettes des Européens des aliments dont la qualité sanitaire sera évaluée avec complaisance par leurs producteurs, même si on y trouve des produits chimiques, des médicaments ou des éléments radioactifs.

Il reste quand même un espoir. La Corée du Sud a décidé de faire appel de cette décision, mais il n'est pas sûr que les pays qui font la promotion de la filière nucléaire, à commencer par la France, se rangent à ses côtés.